



# **Projet Stratégique Fédéral 2022-2027**

---

**Citoyens & Justice**

# Éditorial de la Présidente



Vous avez entre les mains le projet stratégique\* de notre fédération pour les années à venir. Il est le fruit du travail de l'ensemble de notre réseau : associations adhérentes, administratrices et administrateurs, professionnel(le)s, conseil d'administration, commissions nationales et bien entendu équipe fédérale, toutes et tous y ont apporté leur regard, leurs envies, leurs interrogations parfois. Qu'elles et ils en soient ici remercié(e)s.

Le résultat est impressionnant : 36 fiches qui se veulent pleinement opérationnelles et qui vont guider notre action au cours des 5 prochaines années. Elles ont pour ambition de définir nos axes nationaux d'actions, mais aussi de compléter notre offre d'accompagnement en direction des actrices et acteurs de terrain au sein des associations adhérentes à notre fédération.

Ce projet évoluera évidemment, au gré des actualités nationales ou des besoins du réseau ; Il sera également évalué régulièrement, réorienté et complété si besoin.

Vous pouvez être assuré(e) de mon plein engagement, comme celui de l'ensemble du Conseil d'administration, ainsi que de l'équipe fédérale, à conduire ce projet avec détermination et conviction, au service du secteur socio-judiciaire et, plus particulièrement de notre réseau.

**Je vous souhaite une bonne lecture pour une mise en œuvre partagée.**

**Marielle Thuau**

*\* Cette version est une version « allégée » du projet stratégique pouvant être diffusée à l'extérieur de notre réseau. Les fiches actions ne sont pas complètes dans ce document de manière à réserver la teneur de leur contenu et de la stratégie à nos adhérents.*

# Sommaire

**p.4**      **La démarche**

**p.5**      **Un projet à cinq ans**

## **Les fiches actions**

**p.7**      **I - Une fédération structurée,  
résolument ancrée dans le champ  
socio-judiciaire**

**p.11**      **II - Une fédération compétente  
qui accompagne toutes les  
associations adhérentes**

**p.16**      **III - Une fédération engagée,  
qui s'adresse au plus grand nombre**

**p.20**      **IV - Une fédération centrée  
sur son cœur de métier, à l'écoute  
des évolutions du secteur**

# La démarche

## **6 mai 2021**

Le Conseil d'administration lance la démarche du projet stratégique et ses premières thématiques

## **13 et 14 octobre 2021**

Le CA travaille à l'élaboration du projet stratégique sur la base du travail réalisé le 29 septembre avec le réseau. Il décide de lancer divers groupes de travail

## **Janvier-février 2022**

Le bureau de la fédération travaille sur les premières fiches actions. Des groupes de travail se mettent en place dans les 3 commissions de la fédération. Un questionnaire est envoyé au réseau pour connaître ses besoins d'accompagnement.

## **17 mai 2022**

Le Conseil d'Administration valide la version finale du projet stratégique et l'ensemble des fiches actions

## **29 septembre 2021**

Journée de travail avec la participation des associations du réseau

## **Novembre-décembre 2021**

Mise en place des groupes de travail « vie associative » et « financement ». Travail de l'équipe fédérale sur les fiches « transversales ».

## **9 mars 2022**

Le CA valide une première série de fiches actions et un retour des thématiques est fait au réseau sous forme d'une lettre aux adhérents

## **16 juin 2022**

Le projet stratégique est soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui vote l'adoption du projet à l'unanimité.

# Un projet à cinq ans

Le projet stratégique se veut un outil opérationnel. Il se décline en fiches actions qui définissent des actions concrètes que la fédération, avec son réseau, va s'employer à mettre en œuvre dans les années à venir.

36 fiches actions composent ce projet à ce jour. Mais ce dernier est appelé à évoluer, en fonction des évolutions réglementaires, législatives, de l'évolution des pratiques de terrain, des besoins de nos adhérents et de notre vision stratégique qui doit être en perpétuelle évolution afin de s'adapter à notre environnement de travail.

Aussi, ce projet stratégique se veut un objet vivant et qui va évoluer dans le temps :

- Il fera l'objet d'une évaluation régulière par un comité de suivi, qui sera présentée lors des assemblées générales de la fédération.
- Il devra être l'objet de discussions au sein des associations, et notamment lors des réunions régionales.
- Le Conseil d'administration sera pour sa part garant de sa mise en œuvre, en s'appuyant sur la direction générale et l'équipe de la fédération.

Ce projet évoluera donc avec le temps, certaines fiches pourront être supprimées car obsolètes au regard d'un contexte qui évolue, et au contraire de nouvelles pourront voir le jour en fonction des évolutions du secteur ou des besoins des adhérents.

A ce jour, il comporte quatre grandes rubriques, dont les fiches actions sont déclinées dans les pages suivantes :

- Une fédération structurée, résolument ancrée dans le champ socio-judiciaire.
- Une fédération compétente, qui accompagne toutes les associations adhérentes.
- Une fédération engagée, qui s'adresse au plus grand nombre.
- Une fédération centrée sur son cœur de métier, à l'écoute des évolutions du secteur.

Un planning de mise en œuvre des différentes actions a été défini par le Conseil d'administration. L'ordre des fiches n'est en rien un critère de priorité.

**Notre ambition au travers de ce projet stratégique : construire la fédération de demain, au service de nos valeurs et de nos adhérents.**

# Les fiches actions

ATTENTION !

*Les fiches actions présentées ici  
ne sont pas complètes de manière  
à réserver la teneur de leur contenu et la  
stratégie mise en œuvre à nos adhérents.*



**Une fédération  
structurée,  
résolument ancrée  
dans le champ  
socio-judiciaire**

## Fiche action I.1 :

# Engager un diagnostic « métier », interroger le mode de financement des mesures socio-judiciaires en direction des adultes et outiller le réseau avec des indicateurs de suivi

### CONTEXTE

La question du modèle de tarification du secteur se pose depuis de nombreuses années. Il apparaît nécessaire d'engager un travail de recensement, d'analyse et de comparaison des organisations et des modes de financement au sein du réseau. Ceci permettra également à la fédération de proposer des modèles d'interventions pour les mesures socio-judiciaires, ou d'engager des actions sur la revalorisation des mesures.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Engager un diagnostic du réseau avec un prestataire extérieur.  
Outiller le réseau avec des indicateurs précis de suivi.  
Mettre en place un groupe de travail sur le mode de financement des mesures judiciaires et élaborer notre corpus revendicatif.  
Faire évoluer la pratique concernant les conventions avec les juridictions.

## Fiche action I.2 :

# Evaluer notre efficacité sur l'accompagnement des publics et notre utilité sociale

### CONTEXTE

Pour promouvoir les mesures alternatives, ou les actions des adhérents, il est nécessaire de se doter d'outils de mesures de notre utilité pour les publics accompagnés et la société

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Engager une étude de mesure d'utilité sociale, en lien avec des chercheuses/chercheurs.  
Organiser des retours d'expérience (RETEX) donnant lieu à des événements (conférences, journées thématiques, ...).

## Fiche action I-3 :

# Renforcer et pérenniser le service formation de la fédération

### CONTEXTE

La fédération a depuis de nombreuses années un objectif de professionnalisation du secteur. Pour ce faire, elle a développé un service formation au service de ses adhérents.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

La fédération a pour objectif de pérenniser son offre de formation vers son réseau et le secteur dans son ensemble. Pour ce faire, elle va notamment :

- 1 - Structurer plus fortement son service.
- 2 - Conforter la sécurisation financière de l'activité.

## **Fiche action I.4 :**

# **Renforcer et diversifier le financement de la fédération**

### **CONTEXTE**

Il est nécessaire de réaffirmer la nécessité de la contribution publique à nos actions qui relèvent de missions d'utilité publiques, mais également de diversifier nos financements.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Diversification des financements publics, auprès de différents ministères.  
Financement nos projets spécifiques auprès de bailleurs privés (fondations, entreprises, etc ...).  
Etudier la possibilité de vente de prestations (au-delà des formations).

---

## **Fiche action I-5 :**

# **Cartographier le secteur socio-judiciaire et renforcer notre rôle d'observatoire**

### **CONTEXTE**

La fédération défend un schéma d'intervention qui permettrait de sécuriser l'intervention des associations sur leur juridiction.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Proposer un modèle cartographique permettant de connaître, sur une juridiction, l'offre associative socio-judiciaire.  
Renforcer la fonction d'observatoire du secteur socio-judiciaire de la fédération.

---

## **Fiche action I.6 :**

# **Veiller à la représentativité du Conseil d'administration, notamment concernant les « petites associations »**

### **CONTEXTE**

Les administratrices et administrateurs de la fédération sont élu(e)s en Assemblée générale, mis à part les postes liés à des fonctions particulières (co-président(e)s de commission et DICA).  
On pourrait élire au final un conseil qui ne soit pas représentatif du réseau sur plusieurs points, ce qui poserait problème pour la prise en compte notamment des besoins de ce dernier

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Prévoir une communication en amont des appels à candidatures pour le conseil d'administration visant à :

- Informer de la représentativité actuelle du Conseil d'administration (champ d'intervention, taille des associations, région d'intervention, parité, ...)
- Inciter à rétablir l'équilibre, si besoin, en appelant dans le document d'appel à candidature, à le rétablir.

## **Fiche action I-7 :**

# **Engager une réflexion sur l'éthique dans le secteur socio-judiciaire**

### **CONTEXTE**

De nombreuses et nombreux salarié(e)s se posent des questions sur leurs pratiques professionnelles, rencontrent des difficultés devant certaines situations complexes face auxquelles ils n'ont plus de repères.

De manière générale, plusieurs secteurs d'activité se posent la question des valeurs éthiques et de la manière de les faire vivre dans leurs pratiques quotidiennes.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Mise en place d'un groupe de travail national avec deux objectifs :

- définir les besoins du secteur socio-judiciaire en matière d'éthique pouvant aboutir si nécessaire à la mise en place d'une instance nationale ;
- aider à la réflexion des associations sur la formalisation d'un espace collectif de réflexion sur l'éthique dans la mise en œuvre des mesures socio-judiciaires

---

## **Fiche action I-8 :**

# **Faire reconnaître le métier d'Intervenant Socio-Judiciaire (ISJ) au niveau conventionnel**

### **CONTEXTE**

Le métier d'Intervenant Socio-Judiciaire n'existe pas dans les différentes conventions collectives en vigueur dans le secteur (CCN51, CCN66, CCN CHRS, ...).

De plus, certaines associations ne sont pas assujetties à une convention et se posent la question d'un accord d'entreprise.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Dans la perspective d'une convention unique, valoriser le travail spécifique d'intervenant socio-judiciaire.

Proposer une trame d'accord d'entreprise permettant de valoriser le travail d'ISJ.



**Une fédération  
compétente,  
qui accompagne  
toutes les  
associations  
adhérentes**

## **Fiche action II.1 :** **Accompagner les associations sur les fonctions supports**

### **CONTEXTE**

L'accès aux fonctions supports n'est pas égale pour toutes les associations. En fonction notamment de la taille du service ou de l'association, ces fonctions peuvent être absentes ou défaillantes.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Créer un guide juridique reprenant les modalités d'externalisation et/ou de mutualisation des fonctions.  
Proposer un accompagnement primaire sur les questions supports, notamment sur les questions RH, doublé de l'accès à un réseau d'experts dans ce domaine.

---

## **Fiche action II-2 :** **Mettre en œuvre une solution logicielle dédiée au socio-judiciaire**

### **CONTEXTE**

Il n'existe pas à ce jour d'outil logiciel « national » de suivi des mesures socio-judiciaires. Certains adhérents ont développé des outils propres, d'autres travaillant essentiellement avec des tableurs ou bases de données.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Lancer, en lien avec le ministère de la Justice, une étude d'opportunité sur le développement d'un outil logiciel dédié aux mesures socio-judiciaires.

---

## **Fiche action II.3 :** **Outiller le réseau sur la recherche de financement**

### **CONTEXTE**

Il n'est pas toujours évident pour les associations de connaître les sources de financements potentielles pour le développement de certaines mesures ou de certains projets.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Créer un guide du financement à destination des associations du réseau.

## **Fiche action II-4 :** **Renforcer la mise en réseau des associations adhérentes et partager les pratiques**

### **CONTEXTE**

Les adhérents peuvent avoir besoin de solliciter le réseau Citoyens & Justice pour connaître les pratiques de leurs pairs et répondre à des questions associatives transversales.

---

## **Fiche action II.5 :** **Soutenir et développer les conseils d'administration**

### **CONTEXTE**

Les conseils d'administration des associations du réseau peuvent parfois être en difficulté en termes de renouvellement, mais sont également une ressource importante pour l'activité de certaines d'entre elles.

---

## **Fiche action II.6 :** **Accueillir les nouveaux adhérents et développer le réseau**

### **CONTEXTE**

Développer notre réseau est une de nos ambitions. Mais accueillir avec attention ces nouveaux adhérents est essentiel afin qu'ils y trouvent rapidement leur place.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Recueillir les besoins transversaux des adhérents et mobiliser le réseau pour y répondre.  
Créer une plateforme structurée permettant la mise en ligne de ces outils et/ou initiatives, associée à un forum d'échanges.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Créer au niveau national un travail spécifique en lien avec les conseils d'administration :

- Réunion nationale des Président(e)s.
- Guide du recrutement, de l'animation et de la formation.
- Journées thématiques dédiées.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Engager un travail stratégique sur le développement du réseau au sein du conseil d'administration. Renforcer la procédure d'adhésion et d'accueil. Mettre en place une commission nationale composée d'administratrices et administrateurs chargée d'instruire les demandes d'adhésion. Proposer aux nouvelles associations un parrainage par leurs pairs.

## **Fiche action II.7 :** **Renforcer la vie associative régionale**

### **CONTEXTE**

La fédération a engagé en 2020 une réforme des statuts visant, entre autres choses, au renforcement de la place des régions et la mise en place de Délégué(e)s Inter-Cour d'Appels (DICA).

---

## **Fiche action II.8 :** **Aider à la fonction de direction et à la réflexion stratégique**

### **CONTEXTE**

Les directrices et directeurs expriment parfois un sentiment d'isolement dans l'exercice de leur fonction de direction.  
De même, certaines associations expriment un besoin de soutien stratégique quand elles traversent des difficultés.

---

## **Fiche action II-9 :** **Favoriser la coopération entre les associations du réseau**

### **CONTEXTE**

La concurrence entre associations est l'un des facteurs évoqués comme impactant les conditions d'exercice de l'activité par les adhérents. Il l'est d'autant plus quand il s'agit d'associations appartenant à la même fédération.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Engager des actions de soutien aux DICA, notamment par l'appui de la conseillère animation réseau (échange de pratiques, partage d'outils, formation, ...).

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Proposer et initier la mise en place de réunions d'échanges de pratiques sur la fonction de direction, à différents échelons. Mettre en place des réunions nationales ou régionales des directrices et directeurs (par thématique, secteur d'activité, taille de structure, ...).  
Elaborer des outils et des partenariats qui peuvent aider à la réflexion stratégique (partenariats, experts, ...) :  
Créer un réseau d'anciens DG ou chef(fe)s de service pour accompagner les associations.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Proposer des actions afin de favoriser la coopération au sein du réseau:

- Créer une charte de « bonnes pratiques ».
- Travailler la synergie entre les associations : mutualisation, réponse à appels à projets, actions communes en direction des juridictions, etc ...
- Mettre en place une instance de médiation pour gérer ou éviter les conflits entre les associations.

## **Fiche action II.10 :**

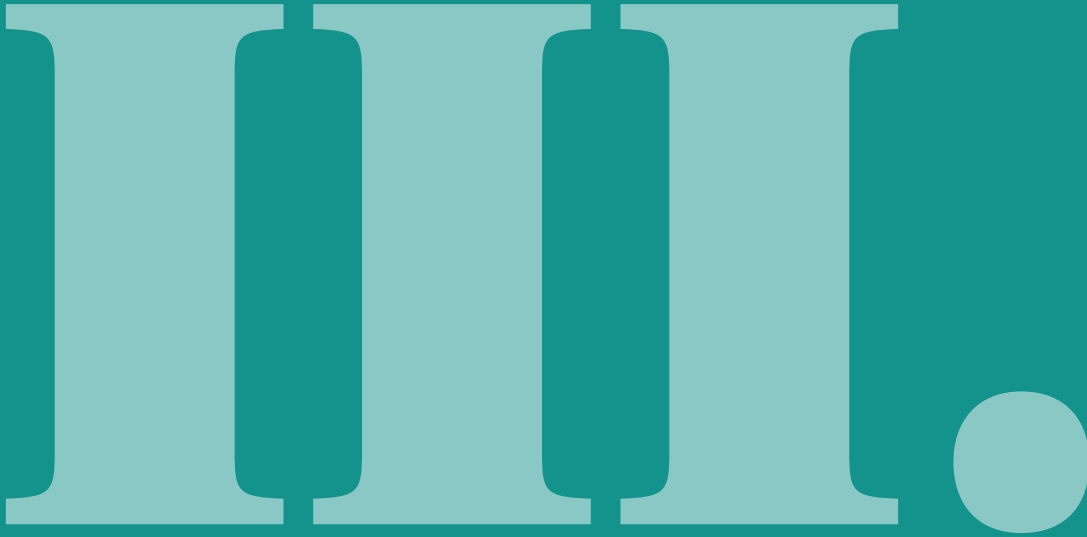
# **Faire évoluer la cotisation au regard des nouveaux services proposés par la fédération**

### **CONTEXTE**

Les cotisations restent modestes, mais la situation financière des associations du secteur est souvent précaire.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Engager une réflexion de mise en corrélation du montant de la cotisation avec les services proposés par la fédération. Financer ces services de manière solidaire.



**Une fédération  
engagée,  
qui s'adresse  
au plus grand  
nombre**

## **Fiche action III.1 :** **Repenser la place des personnes accompagnées**

### **CONTEXTE**

Nous réaffirmons régulièrement la place que les personnes accompagnées tiennent dans notre action.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Renforcer la place des personnes accompagnées par :

- Un travail sur les statuts des associations adhérentes.
- Une sensibilisation du réseau à ces questions.
- Un recensement des initiatives du réseau.
- Le développement d'outils en direction du réseau.
- La valorisation des personnes accompagnées au travers de nos outils de communication interne et externe.

---

## **Fiche action III-2 :** **Développer l'évènementiel culturel**

### **CONTEXTE**

La fédération souhaite développer ses actions en direction du grand public et renforcer ainsi son image tout en œuvrant à la diffusion de sa vision de la Justice

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Utiliser l'évènementiel basé sur des activités culturelles (cinéma, théâtre, danse, cirque, musique, expositions, ...) pour promouvoir notre vision et nos valeurs, et aller à la rencontre d'un public autre que les professionnel(le)s du secteur

---

## **Fiche action III-3 :** **Développer une stratégie de communication**

### **CONTEXTE**

Le secteur socio-judiciaire reste inconnu du grand public et parfois même de certains acteurs de la Justice.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Développer la notoriété de la Fédération auprès des différents publics en adaptant la communication et les messages visant notamment à :

- Déconstruire les préjugés avec des contenus pédagogiques pour le grand public et des informations techniques pour les professionnel(le)s
- Développer et valoriser l'engagement sociétal du secteur associatif et de la fédération.
- Accroître les relations et les relais parlementaires afin qu'ils deviennent des prescripteurs.

## Fiche action III-4 : Création d'un pôle Communication

### CONTEXTE

La multiplication des actions et l'activité croissante à mener sur le champ de la communication implique une augmentation des moyens (humains et financiers) afin de créer un pôle communication composé de 3 axes spécifiques aux nouvelles missions de la fédération.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Créer un pôle communication structuré en 3 axes :

- Communication (Fonction stratégique et opérationnelle) de la fédération.
- Plaidoyer (développer et adapter les messages vers le grand public et les prescripteurs, relations publiques et engagement)
- Responsabilité Sociétale des Organisations (Développer/ intégrer les considérations sociales et environnementales, valoriser la contribution des associations adhérentes à la cohésion sociale ...)

## Fiche action III-5 : Renforcer notre action de plaidoyer

### CONTEXTE

La fédération a besoin de peser dans le débat public, à la fois sur les questions touchant à son cœur de métier, sur les questions de Justice en général et sur les grands projets de société ;

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Développer, avec la participation des associations du réseau, des actions de plaidoyer à deux niveaux :

- Institutionnel : liens avec les élus à tous les niveaux : contacts, rencontres, diffusion de nos propositions, propositions d'amendements ou d'évolution législatives et réglementaires, ...
- Grand public : diffusion de nos valeurs, de notre vision de la Justice et de la société, et de nos propositions.

## Fiche action III-6 : Développer les partenariats opérationnels

### CONTEXTE

La fédération développe des partenariats dans différents domaines depuis longtemps. L'objectif est de définir les partenariats stratégiques pour les années à venir

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Développer des partenariats avec une forte dimension opérationnelle avec comme objectif de renforcer la visibilité et place de notre secteur sur les enjeux nationaux en termes de justice, mais aussi en termes d'enjeux de société.

## Fiche action III-7 :

# Développer le travail avec des équipes de recherche

### CONTEXTE

Les apports de la recherche sur les grands enjeux de société sont importants. S'adjoindre le travail de chercheuses et chercheurs permet d'alimenter le travail des commissions et de la fédération, mais aussi de crédibiliser les propos avec des données objectivées et quantifiées.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Développer nos liens avec les équipes de recherche sur nos champs d'intervention ou sur de nouveaux à explorer :

- Utiliser les apports de la recherche dans nos argumentaires et journées thématiques.
- Développer des partenariats avec des équipes de recherche pour assoir notre expertise et alimenter notre fonction plaidoyer.
- Accueillir des chercheuses et chercheurs au sein de la fédération (contrat CIFRE)

# IV.

**Une fédération centrée  
sur son coeur de métier,  
à l'écoute des évolutions  
du secteur**

## **Fiche action IV-1 :** **Sécuriser et rendre visibles les actions du champ pré sententiel**

### **CONTEXTE**

L'activité des associations socio judiciaires ne bénéficie pas d'un véritable engagement de la part du ministère de la justice, et en particulier sur le champ pré sententiel.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Plusieurs actions sont envisagées :

- Identifier une direction du ministère pouvant porter « politiquement ». Peser dans le développement d'une politique publique pré sententielle.
- Développer un argumentaire sur l'intérêt de mettre en place une intervention avant jugement pour concourir à la prévention de la réitération.
- Travailler à la remise à plat des mécanismes d'habilitation/convention.

---

## **Fiche action IV-2 :** **Inscrire le champ de la Justice des enfants et des adolescents au cœur de la Protection de l'enfance**

### **CONTEXTE**

Malgré les discours politiques et ministériels, l'enfance en conflit avec la loi peine à être reconnue en tant que partie intégrante de la protection de l'enfance

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Porter la voix des enfants en conflit avec la loi dans les instances de protection de l'enfance. Travailler sur le développement d'établissements et services accueillant en même temps des jeunes au pénal, au civil et en administratif. Garantir la prise en considération de l'enfant dans sa problématique familiale et place des parents dans nos dispositifs.

---

## **Fiche action IV-3 :** **Développer une offre d'hébergement pour répondre aux besoins des personnes accompagnées**

### **CONTEXTE**

Un nombre croissant de dispositifs ou de mesures demandent des places d'hébergement.

### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Il convient d'engager un travail sur plusieurs axes :

- Sensibiliser les adhérents à la nécessité de développer une offre d'hébergement.
- Développer des partenariats dans ce domaine.

## Fiche action IV-4 :

# Travailler au développement, au renforcement et au financement de la mesure de placement à l'extérieur

### CONTEXTE

Le placement à l'extérieur est encore mal compris de l'opinion publique et d'un certain nombre d'acteurs.

De plus son financement pose problème, à la fois dans ses modalités et sa tarification.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Pour pallier ces constats, plusieurs actions peuvent être développées :

- Etablir les coûts de la mesure en fonction des dispositifs sur lesquels elle est adossée et les territoires sur lesquels elle est implantée.
- Définir le mode de financement souhaité.
- Ouvrir la démarche d'évaluation à un périmètre plus large que celui des adhérents de Citoyens & Justice.
- Informer l'opinion sur l'efficacité de la mesure.

---

## Fiche action IV-5 :

# Engager un travail de valorisation et de revalorisation du CJSE

### CONTEXTE

La mesure de CJSE, mesure emblématique du réseau qui offre une alternative à la détention provisoire, a aujourd'hui besoin d'une mise en lumière.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Les actions à mettre en place sont les suivantes :

- Communication autour de cette mesure (plaquette de présentation, évènement, etc...)
- Valorisation du CJSE : livre blanc, cartographie, contour de l'accompagnement
- Revalorisation financière.

## Fiche action IV-6 :

# Engager un travail systémique sur l'accompagnement des auteurs de violences conjugales

### CONTEXTE

Il existe une spécificité de l'accompagnement de l'auteur de violences conjugales au regard des exigences de l'institution judiciaire (éviction, prise de contact avec la victime, BAR, etc..). Cette spécificité doit être mise en perspective avec une sortie du processus de violences au sein du couple.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Mettre en place des actions spécifiques :

- Travail sur les prises en charge collectives (stages, groupes de paroles).
- Travail sur l'approche psy et les orientations effectives à mettre en place.
- Approche systémique : parentalité, addiction, couples toxiques, ...

## Fiche action IV-7 :

# Développer des passerelles entre l'accompagnement socio-judiciaire et la Santé

### CONTEXTE

Afin d'apporter un accompagnement global de la personne, il est nécessaire d'intégrer les thématiques addiction et soins dans l'accompagnement proposé.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Cette action peut recouvrir deux axes principaux :

- Faire connaître la spécificité de l'accompagnement socio-judiciaire aux acteurs de la Santé.
- Développer des partenariats donnant lieu à des déclinaisons opérationnelles.

## Fiche action IV-8 :

# Travailler à la diversification de nos champs d'expertise

### CONTEXTE

La fédération accueille de nouveaux adhérents avec des activités de plus en plus variées, parfois sans réaliser de mesures judiciaires, et des besoins et attentes qui évoluent.

De plus, il faut se poser la question de potentiels nouveaux champs d'intervention et du comment les investir.

### DESCRIPTION DE L'ACTION

Plusieurs actions peuvent être envisagées :

- Créer des temps de travail spécifiques en commission et lors des réunions régionales.
- Inviter des experts extérieurs, organiser des journées thématiques et développer des partenariats.
- Mener des travaux de recherche.
- Réfléchir à la diversification de l'accompagnement fédéral sur des champs non encore investis.

## **Fiche action IV-9 :**

### **Créer, en fonction des besoins, des groupes de travail et/ou des référents thématiques au sein des commissions nationales**

#### **CONTEXTE**

Les commissions traitent à la fois de problématiques générales et de travail technique sur une mesure ou un champ particulier d'expertise.

#### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Mettre en œuvre les groupes de travail sur des thèmes spécifiques identifiés par les commissions.  
Créer, en fonction des besoins, des référents thématiques.

---

## **Fiche action IV-10 :**

### **Renforcer le rôle des correspondant(e)s interrégionaux sur les champs de la Justice des enfants et des adolescents, et celui du post sententiel**

#### **CONTEXTE**

Les missions des correspondant(e)s interrégionaux de la fédération doivent être investies dans toutes les régions

#### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Définir le rôle des correspondant(e)s interrégionaux (fiches techniques).  
Définir le processus de travail avec la conseillère technique sur le champ concerné.  
Contribuer aux échanges en réunion régionale.

---

## **Fiche action IV-11 :**

### **Militer pour l'instauration d'une politique interministérielle pour l'insertion des personnes placées sous main de justice (détenues ou sortant de détention)**

#### **CONTEXTE**

La prise en charge des personnes détenues ou écrouées est souvent imputée à la seule direction de l'administration pénitentiaire.

#### **DESCRIPTION DE L'ACTION**

Militer pour l'instauration d'une politique interministérielle pour l'insertion des personnes détenues ou sortant de détention.





**351 boulevard Wilson**  
**CS 31679 - 33073 Bordeaux Cedex**  
**Tél. 05 56 99 29 24**  
**Fax 05 56 99 49 65**  
**[www.citoyens-justice.fr](http://www.citoyens-justice.fr)**  
**[federation@citoyens-justice.fr](mailto:federation@citoyens-justice.fr)**